

Le socialisme britannique et le marché commun

Alice Parizeau

Volume 9, numéro 3 (51), mai-juin 1967

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/60600ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Parizeau, A. (1967). Le socialisme britannique et le marché commun. *Liberté*, 9(3), 84-87.

*le socialisme britannique
et le marché commun*

Il y a à peine vingt-deux ans, Winston Churchill brandissait le grand V de la victoire. La Grande-Bretagne venait de gagner la guerre. Le pays qui avait servi de bastion européen contre le fascisme entrait dans une nouvelle phase de son histoire.

Les Américains semblaient prêts à aider son relèvement et la reconstruction de ses ruines. L'accord anglo-américain du 6 décembre 1945, ratifié le 15 juillet 1946, accordait à la Grande-Bretagne un crédit de 3.750 millions de dollars remboursable en cinquante annuités au taux d'intérêt de 2% et un prêt supplémentaire de 650 millions.

N'empêche que l'Angleterre, ce grand créancier international d'autrefois, se retrouve lourdement endettée, que sa situation économique est très différente de celle qui avait jusqu'alors assuré la prédominance de sa monnaie, que sa balance des paiements, enfin, pose des problèmes difficiles et ne peut être équilibrée qu'au prix de réajustements majeurs.

Pour suppléer à l'insuffisance de ses réserves, pour maintenir la valeur de sa monnaie, le Royaume-Uni met en oeuvre toute une série de dispositions qui rendent plus écrasante la charge fiscale, qui restreignent la consommation de biens durables et qui établissent un contrôle très sévère du crédit.

Par ailleurs, dès 1955, le Comité Spaak jette les bases de la Communauté économique européenne, mais l'Angleterre, fidèle aux objectifs du Commonwealth, n'accepte pas d'en faire partie. Or, le Commonwealth se désagrège, autant sur le plan politique que sur le plan économique, et ce choix devra lui être fatal. En effet, elle ne peut profiter de l'expansion rapide de la demande mondiale, sa part dans les échanges internationaux diminue très rapidement et elle ne peut plus faire face à la concurrence que lui livre, dans certains domaines, l'industrie allemande, japonaise ou même italienne.

Les conséquences de cette situation ne se font pas attendre. A Rome comme à Paris, comme en Allemagne de l'Ouest surtout, l'accroissement du niveau de vie suit une courbe ascendante; à Londres les gouvernements se succèdent, mais ni les conservateurs, ni les travaillistes ne parviennent à résoudre les problèmes économiques et financiers.

Par une étrange ironie de l'histoire on a l'impression que c'est la Grande-Bretagne qui a perdu la guerre...

En 1965, le chancelier de l'Echiquier, M. Callaghan, annonce que son objectif consiste à réduire de moitié le déficit des paiements courants et des investissements à long terme et de le supprimer complètement au cours de l'année suivante, mais en décembre de 1966, le bulletin officiel de la Banque d'Angleterre précise que :

« Les perspectives de la balance des paiements sont encourageantes, mais il est probable qu'un laps de temps assez long s'écoulera avant que les statistiques ne fassent apparaître un excédent. On peut même s'attendre à ce que les importations augmentent au cours des prochains mois, bien que de façon temporaire, à la suite de l'abolition de la surtaxe affectant les importations; par la suite, la détente de la demande intérieure devrait permettre de réaliser un meilleur équilibre commercial. Une amélioration substantielle et durable de la position extérieure doit rester l'objectif primordial, car la confiance en la livre qui a commencé à se rétablir pourrait rapidement se détériorer à nouveau si l'on venait à douter de la réalisation de cet objectif. »

Le prix du socialisme

On ne saurait affirmer, toutefois, que la situation économique de la Grande-Bretagne découle uniquement de ses options trop traditionalistes et du versement du système des marchés tel qu'on l'avait connu à la veille de la deuxième guerre mondiale. Assez paradoxalement, l'Angleterre supporte à l'époque actuelle le contre-coup des réformes sociales qui, à l'échelle européenne, sont les plus extrêmes, les plus poussées et les plus progressives.

Le même pays, la même nation, qui tout au long du dix-neuvième siècle a atteint un prodigieux développement industriel parce qu'on n'a pas hésité, entre autres, de sacrifier une génération entière de gagne-petits, a su réaliser une révolution pacifique dont aucun pays n'a pu s'inspirer jusqu'à présent. L'application du Livre Blanc de lord Beveridge a placé l'Angleterre dans une situation à part.

Au lieu de décapiter les représentants des classes possédantes, les britanniques ont choisi de surtaxer leur avoir et leur revenu. Au lieu d'imposer la dictature du peuple, ils ont préféré édifier une législation syndicale suffisamment puissante pour éliminer toute possibilité d'exploitation, et une législation sociale qui assure à tous et à chacun un revenu minimum. Le citoyen anglais est soigné et éduqué gratuitement, il peut compter sur l'aide et sur une protection quasi absolue de l'Etat et il n'en conserve pas moins sa liberté d'expression. C'est là un tour de force et la plus flagrante démonstration de la supériorité du socialisme sur le communisme. Plus encore, c'est la preuve tangible de l'erreur marxiste.

Karl Marx prétendait que seul un changement radical du système politique peut donner aux classes laborieuses ce pouvoir sans lequel elles ne sauraient se libérer de l'oppression des classes possédantes. L'Angleterre a démontré que le système politique importe peu et qu'il est possible de faire vivre une famille royale, de maintenir les traditions et de détruire quand même tout ce qu'on a convenu de désigner sous le terme du déterminisme social.

Il reste à savoir, cependant, dans quelle mesure le socialisme britannique est menacé par le capitalisme libéral des membres du Marché Commun, comme par celui de l'ensemble de la sphère occidentale.

Car de par sa situation géographique, la Grande-Bretagne ne peut se retrancher ni derrière un rideau de fer, ni derrière un mur de Chine. Elle est forcée de vendre ses produits manufacturés à l'étranger et elle est condamnée à maintenir des relations très étroites avec le reste du monde. Il est évident que pour réaliser le plein emploi et pour payer des salaires relativement élevés au niveau de la base de la pyramide des métiers, l'industrie doit supporter des charges qui l'empêchent de se moderniser à même ses propres revenus. C'est là un cercle vicieux que seule l'intervention de l'Etat peut rompre en nationalisant, ou en créant des entreprises mixtes, ou en pratiquant sur une grande échelle la politique des

investissements à très long terme. Et, de toute évidence, l'Angleterre de la très gracieuse majesté Elisabeth II, n'a pas les moyens de le faire.

Il n'est pas nécessaire de multiplier les exemples pour le démontrer. Depuis la dernière guerre mondiale on a nationalisé, on a dénationalisé et on a renationalisé l'acier, n'empêche que les méthodes de production ne furent pas modernisées en fonction des inventions les plus récentes. Dans un pays dont le niveau des investissements s'accroît moins vite que celui des services sociaux cela n'est tout simplement pas possible.

En 1967, en Grande Bretagne, le pourcentage des investissements par rapport au produit national brut est de 50% moins élevé qu'au Japon. Si on ajoute à cela qu'au Japon des milliers d'ouvriers doivent se contenter d'un salaire dérisoire, tandis qu'en Angleterre il est réglementé et contrôlé par les syndicats, on comprend aisément pourquoi la productivité de son industrie ne représente qu'un tiers de celle du Japon. En somme, à l'époque actuelle, le socialisme anglais force l'ensemble de la nation à accepter un niveau de vie inférieur à celui de l'Allemagne de l'Ouest, mais permet d'assurer une plus juste répartition du revenu national, ce qui demeure, en fin de compte, le principal objectif de notre époque.

Il convient de souligner également que jusqu'à présent la Grande-Bretagne continue de faire preuve d'un dynamisme étonnant. Son industrie, qui se débat dans des conditions particulièrement complexes, parvient quand même à se maintenir dans certains domaines, à l'avant-garde des progrès techniques et bien que telle ou telle invention, dans le domaine de la fabrication de produits chimiques par exemple, ne saurait être immédiatement rentable, il n'en reste pas moins qu'elle témoigne de sa vitalité et de ses possibilités réelles. Il est plus que probable, qu'à long terme, la gratuité de l'enseignement et le niveau de cet enseignement, surtout dans les disciplines techniques, permettront de former des spécialistes dont les découvertes vont révolutionner suffisamment les méthodes de production pour compenser le recul de l'économie anglaise prise dans son ensemble.

N'empêche que le lion britannique a perdu son empire et qu'il est bien obligé, au risque de devenir un satellite des Etats-Unis, d'abandonner sa traditionnelle politique de séparatisme. Dans le cadre du Marché Commun, la Grande-Bretagne peut encore maintenir des parcelles de son ancien prestige, tandis que la soumission à l'économie américaine ne saurait lui rapporter qu'une perte totale de ce prestige.

Le duel franco-britannique.

« De tous les courants actuels du commerce international, déclarait en janvier dernier Sir Paul Chambers, président de l'Imperial Chemical Industries, c'est la domination croissante de l'industrie américaine qui me trouble le plus. En Grande-Bretagne, 75% des produits pharmaceutiques fournis par notre service de la sécurité sociale sont vendus par des sociétés américaines... »

Sans aucun doute, c'est là une menace grave et non seulement pour Londres, mais aussi pour Paris, pour Bonn et pour Rome. Car il est évident que l'accroissement des influences économiques américaines en Angleterre ne saurait manquer d'avoir des répercussions sur l'ensemble des pays européens. La France a beau se protéger à l'aide d'une réglementation restrictive, la pénétration des investissements américains n'en demeure pas moins indéniable. Il serait oiseux, en outre, de contester la supériorité des méthodes commerciales des grandes compagnies américaines par rapport à celles pratiquées en Europe. Incontestablement, une Grande-Bretagne soumise à l'envahissement des capitaux américains, deviendra un danger pour le Marché Commun.

Et pourtant les négociations continuent...

Le président De Gaulle s'efforce de traîner les choses en longueur. Les Britanniques sont obligés de franchir une à une les barrières qu'on leur oppose.

Première étape : la disparité des prix agricoles. Il est vrai que le relèvement du niveau de vie est plus lent en Angleterre qu'en Allemagne de l'Ouest, ou en France, mais il est plus uniforme d'une classe sociale à une autre parce que, entre autres, le prix des denrées alimentaires demeure plus bas. Aussi incroyable que cela puisse paraître, cette île qui a vécu pendant des siècles de l'exploitation de ses colonies, parvient actuellement à avoir une agriculture dont la productivité est à ce point élevée qu'elle est en mesure de satisfaire plus de 2/3 de la demande nationale. Sur le plan de l'idéologie de son système social, l'Angleterre ne peut pas et ne doit pas accepter aucun changement de cet état de choses. Or, récemment encore, Maurice Schuman déclarait à Paris « qu'il faut signer un traité d'association capable d'exclure l'agriculture britannique de la politique commune jusqu'au moment où la hausse des prix mondiaux aura comblé l'écart par rapport aux prix européens », c'est-à-dire jusqu'au jour où l'Angleterre ne pourra plus compter sur les avantages douaniers de son commerce avec le Commonwealth et, notamment, avec la Nouvelle-Zélande, et qu'elle sera obligée d'augmenter les prix de sa propre production.

Par ailleurs, dans le domaine financier, Paris voudrait supplanter Londres, mais la City a gardé intacte cette confiance internationale plus précieuse que l'or. Le retour à l'étalon or, préconisé par De Gaulle pour permettre au franc de se mesurer avec la livre et le dollar, demeure une mesure utopique, mais il n'en reste pas moins qu'elle est constamment invoquée dans les pourparlers et qu'elle est bien faite pour séduire l'opinion publique.

Toutefois, c'est probablement le troisième et le dernier obstacle qui rend si complexe la tâche de Harold Wilson parce qu'il est d'ordre politique et parce que dans ce domaine les Anglais ne sauraient céder. Il s'agit de l'intégration ! On prévoit, en effet, que les membres du Marché Commun vont créer, plus ou moins rapidement, des organismes supranationaux et que les décisions seront adoptées à la majorité. La Grande-Bretagne se trouverait alors isolée devant six pays qui feraient probablement leur unité autour de la France. Or, les Britanniques, en tant que peuple préfèrent se ruiner sur leur île que renier leurs traditions et leurs institutions.

Les membres du Marché Commun, de leur côté, craignent que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le groupe des six va marquer un tournant dans tout le système de la législation sociale et que l'extrémisme de la fiscalité anglaise les forcera à amorcer des politiques nouvelles.

Dans leurs déclarations officielles, les représentants du Marché Commun ne font pas état de ce genre de préoccupations, mais ils n'en veulent pas moins se protéger contre le socialisme britannique qui représente une menace pour les partis de droite comme pour ceux de la gauche communiste.

La Grande-Bretagne d'aujourd'hui, qui s'accommode à perfection d'un système monarchique vieillot et désuet, tout en votant travailliste, semble inspirer plus de méfiance aux Européens que cette autre Angleterre impérialiste qui a cessé d'exister et c'est là, sans doute, le plus grand paradoxe de l'histoire.

ALICE PARIZEAU